



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAL D'OISE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France

Cergy, le 30 JAN. 2014

Unité Territoriale du Val d'Oise

Nos réf. : UT95/2014/1835/VAL

Affaire suivie par : Stéphan Bourge

Tél. : 01 71 28 48 04 - Fax : 01 30 73 58 51

Courriel : ut95.dree-developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

- Objet :** Demande d'autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement
Plateforme de transit et de traitement de terres sur le territoire de la commune de Bruyères sur Oise
Rapport de présentation devant le CONseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
- Réf. :** Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (DDAE) déposé le 17 décembre 2012 à la Préfecture du Val d'Oise
Courrier du pétitionnaire en date du 17 juillet 2013 et reçu le 25 juillet 2013 (Compléments au DDAE)
Rapport de recevabilité de la DRIEE en date du 2 août 2013
Avis de l'autorité environnementale en date du 2 août 2013
Bordereau n°2409 en date du 29 novembre 2013 de M. le Préfet du Val d'Oise (Dossier de retour d'enquête publique)
Bordereau n°2526 en date du 10 décembre 2013 de M. le Préfet du Val d'Oise (Avis de la Sous-Préfecture de Pontoise)
Transmission par mail de l'avis du Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement Durable en date du 12 décembre 2013
- P.J. :** Annexe 1 : Cartes de localisation
Annexe 2 : Projet de prescriptions techniques
- Établissement concerné :** BIOGENIE EUROPE
Le Jacloret
Port de Bruyères sur Oise
95 820 Bruyères sur Oise



Certificat A1607
Champ de certification
disponible sur demande

Par bordereau n°2409 en date du 29 novembre 2013, M. le Préfet du Val d'Oise a adressé à l'Inspection des Installations Classées le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande visée en objet.

Ce rapport examine le caractère acceptable de la demande.

Il propose de saisir l'avis du CONseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet.

I. Présentation du demandeur, de son projet et du contexte de la demande

I.1. Présentation et implantation du site

La société Biogénie Europe SAS, créée en 1986, est une filiale à part entière de la société EnGlobe Corporation. La société Biogénie est une entreprise de dimension internationale spécialisée dans le domaine de la réhabilitation de site et qui possède une expérience dans les travaux de dépollution, le traitement des sols et l'exploitation de centre de traitement.

La filiale française du groupe, Biogénie Europe SAS, possède deux centres de traitement de terres dont un en Île-de-France (créé en 1999) et un à Lyon (créé en 2009). Ces centres peuvent traiter respectivement jusqu'à 300 000 et 100 000 tonnes de terres par an.

La société Biogénie projette d'exploiter sur le territoire de la commune de Bruyères-sur-Oise un centre de traitement et de valorisation de terres, boues et sédiments, d'une capacité maximale de 300 000 tonnes par an avec un maximum de terres présentes sur le site de 90 000 tonnes.

Le site concerné, d'une surface de 46 792 m² et se trouvant sur la zone multimodale fluviale du port de Bruyères-sur-Oise, appartient au Port Autonome de Paris.

Cette plate-forme aura pour vocation de recevoir des matériaux à traiter provenant essentiellement de la région du nord de l'Île-de-France, région limitrophe (Picardie) et Nord-Pas-de-Calais, conformément au plan régional d'élimination des déchets dangereux. Toutefois, le site pourra recevoir des déchets en provenance de l'étranger à condition que le transfert ait été dûment autorisé par le Préfet.

La nature des matériaux se compose essentiellement de terres, boues et sédiments non inertes, dangereux et non dangereux. Ils pourront provenir de chantiers de terrassement, de dépollution (des sols), de réhabilitation de sites et de projets immobiliers, mais aussi de dragage et curage de ports, chenaux, bassins, plans d'eau ou fossés, canaux, séparateurs d'hydrocarbures. Ils seront livrés par camions ou par voie fluviale.

Il est envisagé un traitement par voie biologique pour les terres présentant une pollution par des composés organiques et par procédé physico-chimique (lavage des sols) pour les pollutions non organiques. Les exutoires de sortie envisagés pour ces matériaux peuvent être la valorisation de matière, les ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes) ou les ISDND (Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux).

Le site emploiera 15 salariés dont 12 ouvriers, 1 responsable d'exploitation, 2 secrétaires et 1 commercial. Les horaires d'ouverture seront de 7h à 17h du lundi au vendredi.

Le site comprendra :

- trois aires de traitement biologique soit 9360 m²
- une aire de traitement par lavage des terres d'une surface de 7930 m² composée de deux zones :
 - stockage des terres 3930 m² ;
 - lavage des terres 4000 m² ;
- une aire d'entreposage des produits valorisables d'une surface de 2400 m² ;
- des équipements fixes et mobiles nécessaires à l'exploitation de l'installation ;
- un centre de traitement des eaux ;
- un bassin de rétention d'un volume de 2073 m³ ;
- des infrastructures routières ;
- un bâtiment de bureaux d'une surface de 236 m².

I.2. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Alinéa	A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
3532		A	Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : <ul style="list-style-type: none"> • traitement biologique • prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération • traitement du laitier et des cendres • traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants 	Activité IED Traitement biologique de terres, boues et sédiments contaminés par des hydrocarbures et métaux lourds	Capacité	≥ 75	t/j	3500	t/j
2790	2	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement.	Traitement de terres, boues et sédiments contaminés par hydrocarbures et métaux lourds		10	t / j	Traitement : 300 000 t/an soit 3500 t/j Entreposage sur site : 90 000 tonnes dont au maximum 2 700 t de déchets dangereux	
2791	1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Traitement de terres, boues et sédiments contaminés par hydrocarbures et métaux lourds	Quantité de déchets traités	≥ 10	t / j		
2515	1 - a	D A	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant : a) Supérieure à 550 kW	Unité de criblage, malaxage, lavage et stabilisation de 600 kW	Puissance installée des installations	> 550	kW	600	kW

1331	d	NC	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n°2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001 (stockage de) La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des deux critères I ou II ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant : d) Inférieure à 500 t comportant une quantité en vrac d'engrais, dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en poids, supérieure ou égale à 250 t	6 t de nitrate d'ammonium stockés en sac de 35 kg	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	< 500	t	6	t
1432	2 - b	NC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³	Double cuve aérienne, double paroi (gasoil et fioul) d'un volume équivalent de 8 m³	Capacité équivalente	≤ 100 et > 10	m³	8	m³
1435	3	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : 3. Supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³.	Consommation annuelle pour les véhicules estimés à 55 m³/an soit un volume équivalent de 11 m³/an	Volume annuel délivré	≤ 3500 et > 100	m³	11	m³
1520	2	NC	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 500 t	Stockage de filtres à charbon actif des installations de traitement d'air	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	< 500 et ≥ 50	t	< 50	t

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), S (servitude d'utilité publique), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement), NC (non classé). Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Le site n'existe pas actuellement à cette adresse, il s'agit d'une demande initiale d'autorisation d'exploiter. L'activité de traitement et de valorisation de déchets dangereux et non dangereux telle qu'elle sera exercée sur ce site est visée par l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (directive IED) :

5.3. a) Élimination des déchets non dangereux avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (1) :

- i) traitement biologique ;
- ii) traitement physico-chimique ;
- iii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ;
- iv) traitement du laitier et des cendres ;
- v) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.

b) valorisation, ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :

- i) traitement biologique ;
- ii) prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ;

- iii) traitement du laitier et des cendres ;
- iv) traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.

Lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.

À ce titre, l'exploitant a intégré la rubrique 3532, comme rubrique principale, dans son tableau de classement et conformément aux dispositions de l'article R 515-59 du code de l'environnement, il a positionné son activité par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) et notamment le BREF relatif aux installations de traitement de déchets (WT).

Il retient comme MTD : la mise en place d'un système de management environnemental, le suivi et contrôle des déchets entrants, le suivi et contrôle des déchets sortants, le suivi des consommations (eau, énergie, matières premières), la protection des eaux de surface et souterraines, l'exploitation dans un système clos sous dépression pour limiter les émissions atmosphériques ...

Conformément à l'article R 515-59 du code de l'environnement, un état initial des sols réalisé en décembre 2012 a été fourni dans le cadre du dossier de demande d'autorisation.

I.3. Capacités techniques et financières

La société Biogénie Europe SAS, créée en 1986, est une filiale à part entière de la société EnGlobe Corporation.

La société BIOGENIE dispose de 24 années d'expériences dans la gestion et l'opération de sites de traitement de sol. Elle gère 16 sites en France et à l'international en s'appuyant sur des Outils de gestion commercial, administratif et technique assurant une traçabilité complète des sols.

La société BIOGENIE est certifiée : ISO 14 001, MASE et NF X 31 620 partie 1 et 4.

L'actionnaire majoritaire du groupe Englobe possède 50 milliards d'actifs dans différentes sociétés et un chiffre d'affaires de 115 millions d'euros pour l'année 2011. Le chiffre d'affaires 2011 de la société BIOGENIE EUROPE SAS s'est élevé à 16 millions d'euros.

Le site emploiera 15 salariés dont 12 ouvriers, 1 responsable d'exploitation, 2 secrétaires et 1 commercial.

I.4. Procédés mis en œuvre

Deux types de procédés seront mis en œuvre sur le site de Bruyère-sur-Oise :

- le traitement biologique
- le traitement physico-chimique.

En termes de traitement biologique, la technique qui sera mise en œuvre est une technologie dénommée biotierre dynamique ou biopile ex-situ. Ce procédé consiste à déposer les terres sur un réseau de tuyauterie d'aération puis à biodégrader les polluants à l'aide d'amendements développés spécifiquement en fonction des polluants présents. La biopile est recouverte d'une bâche semi-perméable (afin de permettre l'alimentation en air des sols) et placée en dépression pour capter les effluents gazeux générés par la biodégradation. Ces effluents sont traités sur un filtre à charbon ou un biofiltre.

Le site de Bruyère-sur-Oise sera constitué de trois zones de traitement par biopiles qui permettront de traiter 7 800 m³ de terres chacune. Ces zones seront imperméabilisées par une couche d'asphalte complétée par une barrière de sécurité composée d'une géomembrane et d'une couche drainante.

Le dispositif permettra de gérer de façon distincte les eaux de process et les lixiviats. Les eaux météoriques seront collectées et utilisées dans le traitement physico-chimique des terres.

En ce qui concerne le traitement physico-chimique, les matériaux subiront une première opération de criblage puis de délayage. Les matériaux ainsi pré-traités sont en fonction de leur granulométrie orientés vers l'installation de traitement des graviers (lavage, essorage, stockage puis envoi vers une filière d'élimination adaptée) ou l'installation de traitement des sables composés d'hydrocyclones.

Les aires de stockages des matériaux avant leur traitement par voie physico-chimique et la zone de lavage des matériaux seront également étanches et composées d'une géomembrane, d'un complexe drainant et d'une couche d'enrobé.

La capacité des installations de lavage des matériaux est de 100 tonnes par heure.

Les eaux chargées issues des différentes étapes de lavage sont envoyées vers le système de traitement des eaux composé notamment d'un clarificateur. Les boues issues du clarificateur sont traitées à la chaux éteinte avant d'être déshydratées par filtre presse.

L'ensemble des aires destinées aux stockages, au traitement biologique ou au traitement physico-chimique permettra la récupération des eaux pluviales en vue de leur réutilisation dans le procédé de lavage.

I.5. Critère d'acceptation et performance

Les matériaux admis sur le site sont :

- les terres répondant aux critères d'acceptation
- les boues et sédiments d'une siccité supérieure ou égale à 30 % répondant aux critères d'acceptation :
 - issus du curage de réseaux d'assainissement de collectivités et d'activités commerciales/ tertiaires / industrielles
 - issus du curage et dragage de ruisseaux, fossés, canaux, ports, bassins d'orage, etc. ;
 - issus de séparateurs d'hydrocarbures.

Les critères d'acceptation susmentionnés sont les suivants :

Polluants	Valeurs limite en mg/kg MS sur lixiviats	Teneurs résiduelles estimées et attendues en sortie de traitement
Arsenic	2	2
Baryum	100	100
Cadmium	1	1
Chrome total	10	10
Cuivre	50	50
Mercure	0	0
Molybdène	10	10
Nickel	10	10
Plomb	10	10
Antimoine	1	1
Sélénium	1	1
Zinc	50	50
Fluorures	150	150
Cyanures totaux	6	6
Fraction soluble	100 000	60 000
Indice phénol	100	100
Carbone organique total	50 000	800

Polluants	Valeurs limite en mg/kg MS sur produit brut	Teneurs résiduelles estimées et attendues en sortie de traitement
Hydrocarbures totaux (C10-C40)	100 000	1 000
Somme des 16 HAP	5 000	100
Carbone organique total	200 000	50 000
BTEX	100 000	10
PCB	50	35
COHV	100 000	10

Polluants	Pour les boues issues du curage des réseaux d'assainissement
Salmonelle	500 NPP/10g MS
Antérovirus	5 NPPUC/10g MS
Œufs d'Helminthes	5 œufs /10g MS

Les déchets suivants ne seront pas admis sur le site :

- les déchets dont les caractéristiques ne répondent pas aux critères d'admissions susmentionnés ;
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- les substances chimiques non identifiées et / ou nouvelles provenant d'activités de recherche et développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme ou l'environnement ne sont pas connus ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- les déchets explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %;
- les déchets contenant de l'amiante ;
- les déchets contenant du goudron.

Avant acceptation des matériaux sur le site, l'exploitant demandera au producteur les informations suivantes :

- la provenance avec l'historique du matériau ;
- la quantité estimée du lot ;
- les éventuels traitements préalables subis ;
- les caractéristiques physiques et l'apparence ;
- les résultats des analyses sur l'ensemble des paramètres ;
- le code déchet ;
- les modalités de collecte et de livraison ;
- au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation.

En cas d'acceptation, un certificat d'acceptation préalable sera émis. Cette procédure d'acceptation sera à renouveler tous les ans. Les fiches d'information préalables à l'admission et les certificats d'acceptation préalables seront conservés deux ans sur le site.

Les terres seront réceptionnées par lot de 300 tonnes et par typologie de pollution.

Les déchets dangereux ne seront pas mélangés avec les déchets non-dangereux.

Les lots seront constitués, selon les types de polluants, pour des gammes de concentration équivalentes et des typologies de matériaux équivalents.

L'objectif du centre est de valoriser le volume maximal de terres et les traiter de telle sorte qu'un volume minimal soit dirigé vers les filières d'élimination ISDI ou ISDND. Une partie des terres valorisées pourra être utilisée en tant que matériaux alternatifs notamment en technique routière. Cette utilisation sera réalisée conformément au guide méthodologique « acceptabilité de matériaux alternatifs en technique routière – Évaluation environnementale » du SETRA et au « guide de réutilisation hors site de terres excavées en technique routière et dans des projets d'aménagement » du BRGM, INERIS, MEDDTL.

Après traitement, plusieurs alternatives seront envisageables selon la nature des matériaux traités et leur niveau de contamination résiduelle. Les terres et les boues seront classées après traitement par catégories A, B, C, D, E, F selon les seuils de teneur en polluants définis. Concernant les terres n'atteignant pas les seuils minimaux de valorisation ou des critères géotechniques minimaux, elles seront classées puis dirigées vers des ISDI ou vers des ISDND selon les concentrations résiduelles.

I.6. Description de l'environnement du projet

Le site sera implanté sur la plate-forme multimodale fluviale aménagée par le Port Autonome de Paris sur la commune de Bruyère-sur-Oise (Zone UIj du PLU). Le propriétaire est Ports de Paris.

Le terrain concerné par le projet porte sur 46 792 m², sur les parcelles cadastrales ZD15, ZD16, ZD22 et ZD38. Il est localisé en zone industrielle dite « Le Jacloret » en zone amont du Port.

Le site est localisé à plus de 1,5 km au Sud-Est du centre-ville de la commune de Bruyère-sur-Oise. Son voisinage est le suivant :

- à l'ouest : les installations de l'usine IMS France ;
- à l'est : des champs puis l'Oise à environ 350m ;
- au nord : des parcelles exploitées comme carrières, puis des terrains agricoles et des entrepôts logistiques ;
- au sud : une autre parcelle de la zone industrielle de Jacloret puis l'Oise à 350 m.

Les habitations les plus proches du site sont situées à 1 km au Nord-ouest et 1,2 km au Nord-est.

L'Oise s'écoule à environ 350m au Sud du projet. La nappe alluviale est située une profondeur d'environ 4,5m au droit du site. L'aquifère de la craie est situé une profondeur comprise entre 10 et 20 m au droit du site.

Le site est situé dans le périmètre du Plan de Prévention du Risque naturel relatif au risque inondation en zone jaune (zone inondable par débordement). La zone jaune n'interdit pas l'exploitation d'une installation classée soumise à autorisation. Le niveau altimétrique des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) est de 27,26 m. Dans le cadre de l'étude d'impact relatif à l'aménagement de la zone réalisée par le Port de Paris, le niveau altimétrique du site (supérieur à 28 m) est au-dessus du niveau des PHEC.

Le site n'est pas concerné par des périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable. Les captages AEP les plus proches du projet sont les suivants :

- le captage de Bruyères sur Oise, à 1,9 km au Sud-ouest du site ;
- le captage d'Asnières sur Oise, à 1 km au Sud-ouest du site ;
- les captages du champ captant d'Asnières sur Oise. Le plus proche est à 800 m au Sud-Est du site.

D'autres forages pour l'alimentation en eau industrielle et agricole sont recensés dans un rayon de 2km autour du site.

Le site est situé en dehors des périmètres des sites inscrits ou classés.

Le Parc Naturel Régional de l'Oise Pays de France est situé en bordure du site.

Le site ne se situe dans aucune ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Floristique et Faunistique) de type I ou de type II. Les ZNIEFF les plus proches sont le parc de Nointel, la Vallée de la Thève et de l'Ysieux et la forêt de Carnelle.

La zone Natura 2000 classée au titre de la directive Oiseaux le massif des Trois Forêts est située à l'Est du site.

Aucune zone humide de classe 1 n'est recensée dans les environs du site.

II. Étude d'impact

L'étude d'impact a été réalisée en collaboration avec les bureaux d'études ICF Environnement, Accord Acoustique, Egis Environnement et Soler Environnement.

II.1. Intégration dans le paysage et émissions lumineuses

La parcelle est localisée dans la zone d'activité du Port de Bruyères sur Oise à proximité de l'Oise.

Le site sera clôturé et entouré de végétation afin de l'insérer au mieux dans la zone voisine.

Les biopiles auront une hauteur maximale de 3m afin de limiter l'impact visuel. Elles seront légèrement visibles depuis l'extérieur et depuis la rue.

Compte tenu des horaires d'activité du site en période diurne (7h – 17h), l'impact des émissions lumineuses du site sera faible et légèrement augmenté en hiver.

II.2. Impact sur l'eau

Le site sera alimenté par le réseau public d'eau potable et par un forage sur le site. L'eau est utilisée pour les besoins domestiques du site et pour le process.

Le forage sur le site aura un débit moyen de 20 m³/h et un débit maximum de 40 m³/h. Le volume annuel prélevé sera limité à 80 000 m³.

Dans le cadre de l'unité de traitement physico-chimique, les eaux pluviales seront utilisées de manière préférentielle.

En fonctionnement normal, il n'y aura pas de rejet d'eaux industrielles ou pluviales sur le site, ces dernières seront traitées puis recyclées pour être utilisées dans le cadre du lavage des terres.

Dans le cas de pluie importante, les eaux pluviales seront dirigées vers un bassin d'une capacité de 1 675 m³ (dimensionné sur la base d'une pluie décennale). Après passage par un séparateur hydrocarbures, les eaux seront rejetées dans le réseau des eaux pluviales du Port.

Le débit de rejet des eaux pluviales sera régulé à 2 L/s/ha (soit 9,2 L/s sur la parcelle concernée) conformément au règlement de la zone.

Les eaux usées domestiques seront rejetées dans le réseau des eaux usées de la commune de Bruyères sur Oise (vers la station d'épuration de Bruyères sur Oise).

II.3. Impact sur les sols et les eaux souterraines

Les sources d'impacts potentiels sur les sols et les eaux souterraines sont :

- la lixiviation des terres ;
- les eaux de ruissellement des voiries ;
- les bassins de traitement d'eau ;
- le forage pour le pompage de l'eau dans la nappe phréatique ;
- l'ammonitrate et les stockages de fioul et de gasoil.

En termes de mesures pour réduire les impacts, les terres seront stockées bâchées sur des aires étanches, sur rétention, dont l'étanchéité sera réalisée grâce à une double géomembrane en PEHD de 1 mm. Une barrière de sécurité sera disposée sous les aires de stockage et de traitement afin de recueillir une éventuelle perte d'étanchéité de la surface. Cette seconde barrière comprendra : une géomembrane PEHD d'épaisseur minimale de 5 mm, une couche drainante de 15 cm d'épaisseur et un fossé de drainage. Les eaux de process sont collectées dans des cuves de stockage sur rétention et recyclées dans le procédé.

Les eaux pluviales propres de ruissellement sont collectées dans un bassin d'eaux pluviales et sont ensuite réintroduites dans le process de lavage des terres.

Au niveau du forage, ce dernier sera protégé selon la réglementation en vigueur notamment par un clapet anti-retour, une dalle béton de la tête de forage, etc.

Les produits seront stockés en petites quantités sur rétention.

Par ailleurs, quatre piézomètres ont été implantés sur le site en avril 2013 pour permettre un suivi régulier de la qualité des eaux souterraines. Un état initial a été réalisé. Les résultats ont mis en évidence l'absence d'hydrocarbures, de HAP, de BTEX et de PCB dans les eaux souterraines, des traces de solvants chlorés sur un des piézomètres et la présence de métaux en concentrations supérieures aux seuils de potabilité au niveau du piézomètre amont.

Un état initial a été réalisé en décembre 2012 sur la parcelle, objet du projet. Dix échantillons de sols ont notamment fait l'objet d'analyses sur les paramètres hydrocarbures totaux, HAP, éléments traces métalliques, composés organiques halogénés volatils, BTEX et PCB. Les résultats des analyses montrent la présence d'éléments traces métalliques localisés (1 échantillon sur 10) en concentration légèrement supérieure au fond géochimique régional notamment pour le zinc, le cadmium, le cuivre et le plomb. L'étude conclut par ailleurs que l'état des sols est compatible avec l'usage envisagé.

Compte tenu des mesures compensatoires mises en place, l'étude conclut de manière justifiée à un impact faible et maîtrisé sur le sol et le sous-sol.

Dans son avis du 30 juin 2013, l'hydrogéologue agréé émet un avis favorable à la création par la société BIOGÉNIE EUROPE d'un centre de traitement de terres sur la ZAC du Jactoret à Bruyères sur Oise sous réserve de l'application de recommandations (suivi des eaux souterraines, des rejets aqueux, protection des ouvrages) et de la bonne mise en œuvre des solutions techniques de confinement décrites dans le dossier.

II.4. Impact sur l'air et les odeurs

Les émissions atmosphériques recensées pour le projet sont :

- les émissions atmosphériques canalisées provenant des biofiltres (COV, H₂S, HCN). Le traitement biologique est réalisé sous bâche en légère dépression. Les effluents ainsi récupérés sont traités par un biofiltre. Des mesures en polluants seront périodiquement réalisées en sortie des biofiltres ;
- les émissions diffuses de poussières liées à la manipulation des terres ;
- les émissions atmosphériques diffuses dues aux gaz d'échappement des véhicules, aux poussières soulevées par les camions et les engins de manutention.

En ce qui concerne les émissions d'odeurs, ces dernières seront limitées par la mise sous bâche rapide des terres en vue de leur traitement biologique. Le dossier comprend une étude olfactométrique réalisée sur le site de BIOGÉNIE EUROPE exploité dans l'Essonne exerçant les mêmes activités que celles projetées à Bruyères sur Oise. Les débits d'odeurs mesurés sont conformes aux limites réglementaires.

II.5. Impact sur le bruit et les vibrations

Un état initial du bruit a été réalisé en septembre 2012 en 4 points, 2 en limite de propriété et 2 en zone à émergence réglementée (à proximité des zones habitées au Nord-ouest du site et au Sud-est).

Les principales sources de bruit sont associées :

- l'unité de lavage des terres ;
- l'unité de criblage ;
- au fonctionnement des pelles mécaniques et à la circulation des véhicules.

Le site fonctionnera 5 jours sur 7 de 7h à 17h. Aucune activité nocturne ne sera réalisée.

Une estimation du bruit avec l'activité de BIOGÉNIE EUROPE a été réalisée. Elle ne montre pas de non conformité des niveaux sonores attendus en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.

L'impact du bruit et des vibrations du projet est considéré comme faible.

II.6. Impact sur les transports

Les activités du site engendreront un trafic de poids lourds pour la livraison de produits (terres contaminées) et la sortie des produits (terres valorisées). Le nombre de camions desservant le site est estimé à environ 50 camions par jour soit 100 mouvements par jour. Le trafic de véhicules légers est estimé à 10 véhicules par jour.

Le site est desservi par la RD 924. En 2010, 1320 poids lourds ont été comptabilisés sur la RD 924. Le trafic poids lourds générés par les activités de biogénie conduira à une augmentation de 8 % du trafic poids lourds de la RD 924. Cependant, ce trafic correspond à une augmentation de moins de 1 % du trafic global de la RD 924.

Par ailleurs, du fait de la proximité de l'Oise, la société BIOGÉNIE EUROPE souhaite développer le transport fluvial.

L'étude conclut à un impact modéré des transports dus aux activités du site.

II.7. Impact sur les déchets

Les déchets générés par les activités du site sont les suivants :

Codification	Déchets	Quantité annuelle	Exutoire et niveau de gestion
17 02 01 17 02 03	Bois Plastiques	17 t/an	Valorisation
20 01 01	Cartons	0,1 t/an	Valorisation
13 05 02*	Boues provenant de séparateurs eau / hydrocarbures et du bassin de rétention	200 t/an	Traitement sur le site
19 13 02	Boues du traitement d'eau	300 t/an	Valorisation
06 13 02*	Filtres à charbon actif	200 t/an	Filière agréée
15 02 02*	Emballages et chiffons souillés	200 kg/an	
13 01 09* 13 01 10*	Huiles hydrauliques chlorées ou non à base minérale provenant des engins du site et des installations de traitement	Non déterminée	
13 02 04* 13 02 05*	Huiles de moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification chlorées ou non à base minérale des engins du site et des installations de traitement		

II.8. Impact sur la consommation d'énergie

Le site utilisera l'électricité pour alimenter son process de traitement. La consommation annuelle est estimée à 600 000 kWh pour chacun des deux process (biopiles et lavage des terres).

II.9. Impact sur la santé

L'exploitant identifie les sources de pollution suivantes sur son site :

- les rejets liquides du site ;
- les produits stockés ;
- les rejets atmosphériques.

Cinq communes sont situées dans un rayon de 3 km autour du site. Les populations concernées sont les suivantes :

Commune	Dénombrement de la population
Bruyères sur Oise	3 565
Boran sur Oise	2 102
Noisy sur Oise	703
Asnières sur Oise	2 532
Viarmes	4 767
Total	13 669

Les cibles potentielles retenues sont :

- les habitations les plus proches à 400 m à l'Est du site ;
- les centres-villes des communes de Bruyères sur Oise et Asnières sur Oise.

L'exploitant retient au final les émissions de polluants liées aux biopiles, qui peuvent atteindre les cibles citées ci-dessus par la voie d'inhalation. Les émissions de poussières sont écartées de l'étude de risques sanitaires considérant qu'elles sont limitées par des mesures compensatoires telles que l'humidification des terres lors des traitements, le nettoyage des voies de circulation, le bâchage des biopiles et l'interdiction de manipulation des biopiles lors des périodes venteuses.

Les émissions atmosphériques du site ont fait l'objet d'une modélisation permettant, pour chaque polluant retenu de déterminer les concentrations aux niveaux des cibles potentielles. Les émissions considérées sont celles de :

- COV émis à une concentration maximale de 110 mg/Nm³, les traceurs de risques retenus sont le benzo(a)pyrène, le naphthalène, le trichloroéthylène, le tetrachloroéthylène, le benzène, le toluène, l'éthylbenzène, le xylène, les hydrocarbures aliphatiques et aromatiques ;
- H₂S émis à une concentration maximale de 5 mg/Nm³ ;
- HCN émis à une concentration maximale de 5 mg/Nm³, pour un débit moyen par biofiltre de 1 440 m³/h.

L'exploitant a choisi les valeurs toxicologiques de référence (VTR) en fonction de la circulaire DGS/SD7B/2006/234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact.

L'exposition des cibles est considérée : pour la population riveraine adulte (24 heures sur 24, 365 jours par an, pendant 30 ans) et pour la population riveraine enfant (24 heures sur 24, 365 jours par an, pendant 6 ans).

Les résultats des calculs de risques indiqués, pour des effets cancérigènes comme pour des effets non cancérigènes, pour chaque substance considérée individuellement comme pour leur somme, des risques tous inférieurs :

- à la valeur de l'indice de risque de référence de 1, l'indice de risque le plus élevé calculé est $7,7.10^{-2}$ au niveau des habitations situées à 400 m à l'Est du site ;
- à la valeur de l'Excès de Risque Individuel (ERI) inférieure de référence de 10^{-5} , l'ERI le plus élevé calculé étant de $3,76.10^{-7}$ au niveau des habitations situées à 400 m à l'Est du site.

Par ailleurs, pour le voisinage du site, et sur la base des données de population, l'excès de risque collectif calculé est de $6,16.10^{-3}$.

II.10. Cessation d'activité

L'activité que souhaite exercer la Société BIOGÉNIE EUROPE relève de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement.

Les garanties financières sont estimées à 3 026 863 €. Ces garanties financières devront être réévaluées tous les cinq ans.

Le site devra être remis en état pour un usage de type industriel. Un courrier de M. le Maire de Bruyères sur Oise précise son accord pour ce type de remise en état, ainsi qu'un courrier du propriétaire des terrains (PORTS DE PARIS).

III. Étude des dangers

III.1. Recensement des risques

Le site est en zone à sismicité et à risque de foudre très faible. Une analyse du risque foudre a toutefois été réalisée (conformément aux textes et notamment à l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation). Cette étude, réalisée par NEUSIS le 9 novembre 2012, précise que le site ne nécessite aucun système de protection contre la foudre.

Le niveau altimétrique du site est supérieur à celui des plus hautes eaux connues. Le site n'est pas considéré comme concerné par le risque inondation. Une étude spécifique a notamment été menée par Ports de Paris lors du développement de la ZAC approuvée par le préfet du Val-d'Oise.

L'étude de dangers identifie les potentiels de dangers suivants :

- le stockage de gasoil ;
- le stockage de produits chimiques ;
- la circulation de véhicules ;
- les équipements nécessaires à la valorisation des terres.

L'étude de dangers analyse également les accidents ou incidents survenus sur des installations similaires en interne et à partir de la base de données ARIA du BARPI. Aucun accident n'est répertorié.

L'exploitant a également procédé à une analyse préliminaire des risques. Il liste les incidents pouvant survenir sur son site et détermine les probabilités d'occurrence et la gravité. Il conclut quant à l'absence de scénario menant à une situation critique, en utilisant une grille de criticité. Il en conclut que l'ensemble des mesures préventives mises en œuvre sur son site sont suffisantes.

III.2. Moyens d'extinction d'incendie

Un réseau de poteaux incendie sera mis en place par le Port autonome de Paris dans le cadre du développement de la ZAC. Ces poteaux seront implantés de telle sorte que tout point du site soit atteignable par les pompiers.

Des extincteurs seront présents sur le site, adaptés aux risques et répartis sur les différentes zones (activités, stockage, bureaux, etc.). Ils feront l'objet d'une vérification annuelle.

Un bassin incendie d'une capacité de 2 073 m³ muni d'une vanne de coupure sera aménagé au Sud-Est de la parcelle.

IV. Consultation et enquête publique

IV.1. Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 9 octobre 2013 au 9 novembre 2013 inclus, sur les communes de Asnières sur Oise, Beaumont sur Oise, Bernes sur Oise, Bruyères sur Oise, Noisy sur Oise, Saint Martin du Tertre et Viarmes dans le Val d'Oise et sur les communes de Boran sur Oise, Gouvieux et Lamorlaye dans l'Oise.

Au cours de l'enquête publique, une observation a été portée sur le registre d'enquête publique de la commune de Bernes sur Oise, par M. le Maire de Bernes sur Oise, concernant le dimensionnement du bassin de rétention et la gestion des eaux pluviales, ainsi que sur la gestion des boues générées par les engins sur le site.

IV.2. Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport daté du 26 novembre 2013, le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande déposée par la Société BIOGENIE EUROPE, assorti des recommandations suivantes :

- réalisation d'un contrôle régulier des rejets à l'atmosphère des effluents gazeux ;
- contrôle de la bonne étanchéité des zones de traitements ;
- contrôle du bon entretien des zones de circulation.

IV.3. Avis des conseils municipaux

a. Délibération du 8 novembre 2013 de la commune d'Asnières sur Oise

Le Conseil Municipal d'Asnières sur Oise a émis un **avis réservé** à ce dossier, en raison de l'impact des installations sur le trafic routier et notamment sur la RD 22.

b. Délibération du 26 septembre 2013 de la commune de Boran sur Oise

Le Conseil Municipal de Boran sur Oise a émis un **avis défavorable** à ce dossier, aux motifs suivants :

- risque de pollution de la nappe de la craie et des champs captants d'Asnières sur Oise ;
- proximité du puits de forage de réserve F3E situé sur Boran sur Oise du projet et donc un risque encouru en cas de pollution ;
- les étangs de Boran ne sont pas représentés dans l'étude présentée ;
- aucune étude d'impact sonore n'est présentée ;
- faiblesse du projet en matière d'intégration paysagère.

c. Délibération du 26 septembre 2013 de la commune de Viarmes

Le Conseil Municipal de Viarmes a émis un **avis défavorable** à ce dossier, aux motifs suivants :

- des projets de même nature d'activité sont déjà en cours sur le territoire de la commune de Bruyères sur Oise ;
- les installations sont susceptibles de traiter des déchets d'origine hors frontières.

d. Délibération du 25 octobre 2013 de la commune de Bruyères sur Oise

Le Conseil Municipal de Bruyères sur Oise a émis un **avis favorable sans réserve** à ce dossier.

e. Délibération du 22 novembre 2013 de la commune de Beaumont sur Oise

Le Conseil Municipal de Beaumont sur Oise a émis un **avis favorable sans réserve** à ce dossier.

IV.4. Avis des services consultés

a. Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Le SDIS, dans son avis du 28 octobre 2013, a émis un **avis favorable**, et précise que le dossier déposé par la société BIOGENIE EUROPE n'appelle pas d'observation de sa part. Néanmoins, le SDIS attire l'attention du pétitionnaire sur les précautions nécessaires liées aux risques de stockage de nitrate d'ammonium (isolé de toute source combustible, de souillures, etc.).

b. Agence Régionale de Santé (ARS)

La délégation territoriale du Val d'Oise de l'Agence Régionale de Santé donne un **avis favorable**, en date du 18 octobre 2013, à la demande du pétitionnaire dans la mesure où, l'hydrogéologue agréé a émis un avis favorable et que le pétitionnaire a complété de manière satisfaisante ce dossier, et notamment l'étude de risque sanitaire.

c. Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement Durable (SUAD)

Le SUAD précise que le dossier déposé par la société BIOGENIE EUROPE n'appelle pas d'observation de sa part en termes d'urbanisme. De plus, le site n'est pas concerné par les risques de mouvements de terrain liés aux anciennes carrières abandonnées ou à la présence de gypse, et par les risques d'inondation liés au ruissellement pluvial.

Au vu de l'implantation du site, le SUAD précise également que les risques sismiques (sismicité très faible) et de retrait-gonflement des sols argileux (aléa faible) ne sont pas de nature à interdire l'exploitation des activités demandées.

En revanche, le **SUAD demande que la compatibilité du projet avec le PPRIVO soit davantage détaillée, et notamment concernant les effets du projet sur l'écoulement ou l'expansion de la crue.**

d. Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Val d'Oise

L'Architecte des Bâtiments de France, dans son avis du 15 octobre 2013, précise que le dossier n'appelle aucune observation de sa part.

e. Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

La DIRECCTE, dans son avis du 27 septembre 2013, précise que le dossier n'appelle aucune observation de sa part.

f. Sous-Préfecture de Pontoise

M. le Sous-Préfet de Pontoise, dans son courrier du 6 décembre 2013, donne un avis favorable sans réserve à ce dossier.

V. Analyse de l'Inspection des Installations Classées

V.1. Analyse des avis émis et des réponses apportées

Remarque réalisée par :	Libellé de la remarque	Analyse de l'Inspection des Installations Classées
Commissaire enquêteur	Contrôles réguliers des rejets à l'atmosphère Contrôle de la bonne étanchéité des zones de traitement Contrôle du bon entretien des zones de circulation	Ces points ont été prescrits dans le projet de prescriptions : <ul style="list-style-type: none"> • aux articles 3.2.3 et 3.2.4 pour les rejets atmosphériques ; • à l'article 8.2.2 pour le contrôle des complexes d'étanchéité ; • aux articles 2.4.1 et 3.1.4 pour l'entretien des zones de circulation.
Conseil Municipal de Boran sur Oise	Intégration paysagère	Le pétitionnaire précise, dans son mémoire en réponse du 24 novembre 2013, que des plantations sont prévues, en accord avec le plan local d'urbanisme de la commune de Bruyères sur Oise et le règlement défini par Ports de Paris. Ce point fait l'objet d'une prescription à l'article 2.4.2.
Conseil Municipal de Boran sur Oise	Protection de la ressource en eau potable	Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire a prévu la mise en place d'un système de recyclage des rejets aqueux industriels et pluviaux dans leur intégralité. De plus, les zones de traitement sont équipées d'un système de double étanchéité et le bassin de rétention sera étanche et muni d'une vanne de sectionnement. Ainsi, les installations ne rejetant pas d'effluents au milieu naturel, le risque de pollution de la nappe de la Craie est considéré comme faible. Les puits de forage situés sur le territoire de la commune de Boran sur Oise sont localisés à plus de 500 mètres des installations et en amont hydraulique de celles-ci.
Conseil Municipal de Boran sur Oise	Bruit	Une étude de bruit a été réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation d'exploiter. L'impact des installations en termes d'émissions sonores a été qualifié de faible. Une nouvelle étude de bruit sera réalisée après la mise en activités des installations (art 6.4.1).

Conseil Municipal d'Asnières sur Oise	Impact sur le trafic routier	La principale voie d'accès à la zone d'activité est la route départementale RD 924. De plus, la zone d'activité comprend des entrepôts logistiques susceptibles d'engendrer un impact plus important sur le réseau routier local. Afin de réduire les impacts du site sur le réseau routier, le pétitionnaire prévoit de développer le transport des matières par voie fluviale. L'impact du site BIOGENIE EUROPE apparaît donc faible sur la route départementale RD 922.
Conseil Municipal d'Asnières sur Oise	Déchets d'origine hors frontières	Les transferts de déchets sont encadrés par le règlement européen (CE) n°1013/2006, et sont pris en compte dans le projet de prescriptions techniques à l'article 5.1.6.
SDIS	Précautions liées au stockage de nitrate d'ammonium	Le stockage de nitrate d'ammonium réalisé sur le site n'est pas une activité classée au titre de la législation des installations classées. Néanmoins, cette activité est encadrée par les titres 2 et 7 du projet de prescriptions techniques pour, respectivement, la gestion de l'activité et la maîtrise des risques.
SUAD	Effets du projet sur l'écoulement ou l'expansion de la crue	Le risque inondation a été pris en compte au chapitre 7.5 du projet de prescriptions techniques.

V.2. Avis de l'Inspection des Installations Classées – Caractère acceptable de la demande

Les différentes remarques issues de l'enquête publique et des avis des services ont été prises en compte et intégrées dans les prescriptions techniques proposées, annexées au présent rapport. L'exploitant devra mettre en œuvre les dispositions nécessaires au respect desdites prescriptions.

L'activité décrite dans le dossier de demande d'autorisation de la société BIOGENIE EUROPE apparaît donc acceptable, sous réserve que les mesures nécessaires au respect des dispositions figurant dans la proposition de prescriptions techniques visant à garantir la maîtrise des risques et des impacts soient mises en œuvre.

VI. Conclusion

Au vu de ces éléments et compte tenu des mesures proposées par l'exploitant dans sa demande, nous proposons d'émettre un avis favorable à l'autorisation sollicitée par la société BIOGENIE EUROPE pour son site de Bruyères sur Oise, sous réserve du respect des prescriptions techniques proposées.

Nous proposons à M. le Préfet du Val d'Oise de porter ce dossier à l'ordre du jour du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis des membres de cette commission, suivant l'article R.512-25 du code de l'environnement.

Rédacteur,
l'inspecteur de l'Environnement

Sébastien BOURGE

Vérificateur et Approbateur,
l'Adjointe au Chef de l'Unité Territoriale

Hélène BURDET

Annexe 1

Plan de localisation

